

L'Écologie au Pouvoir en Temps de Crise: Les Villes Vertes de France

Article by Benoit Monange, Bruno Bernard, Léonore Moncond'huy

November 30, 2020

En juin 2020, après un processus de longue haleine rythmé par le pic de la crise sanitaire, les listes écologistes ont rencontré un grand succès aux municipales françaises. Ils sont désormais à la tête de l'exécutif dans certaines des plus grandes villes de France, notamment Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg et Tours. Nous nous sommes entretenus avec Bruno Bernard, président du conseil de la métropole de Lyon, et Léonore Moncond'huy, récemment élue de Poitiers à l'âge de 30 ans, à propos de l'impact de la pandémie sur leur vision de l'avenir, ce que le gouvernement vert apporte à la crise, et la place de l'écologie dans le paysage politique français.

Benoit Monange : les écologistes français ont connu des résultats sans précédents en France lors des élections municipales de 2020. Quels sont, selon vous, les facteurs qui expliquent ce succès ?

Bruno Bernard : Je pense avant tout qu'il y a eu une adéquation entre notre projet et les attentes de la population, depuis la lutte contre la pollution et le développement des mobilités à la végétalisation des villes et l'apaisement du milieu urbain. J'ajouterai aussi que nous avons su répondre au besoin des habitant·e·s de redonner du sens à ce qu'elles ou ils font dans leur ville.

Il y a sans doute des explications plus conjoncturelles dues au morcellement de la vie politique, ou à la chute de la social-démocratie. Mais ce qui nous a permis de gagner dans beaucoup de villes, même là où nous avons des candidat·e·s peu connu·e·s, c'est bien l'adéquation de nos propositions avec les aspirations des citoyen·ne·s. Je pense d'ailleurs que nous avons le potentiel pour progresser encore car nous sommes sur une dynamique de fond. Notre programme correspond aux aspirations des jeunes générations. Les jeunes de 15 ans aujourd'hui se sentent probablement plus écolos que celles et ceux qui sont en âge de voter.

Léonore Moncond'huy : Pour moi, ce succès témoigne du fait que l'écologie est de plus en plus ancrée dans les territoires et que ce n'est plus simplement un projet intellectuel ou marginalement militant. Nous sommes en train de gagner la bataille culturelle petit à petit. On peut le voir notamment avec les résultats de la Convention citoyenne sur le climat. Quant aux facteurs qui nous ont fait gagner des villes, je pense que ce sont des démarches qui ont su capter cet intérêt citoyen pour l'écologie avec des formes souvent très ouvertes qui laissaient une large place à la société civile et au renouvellement. À Poitiers, nous avons porté une démarche citoyenne dans son ensemble qui justement a donné une large place aux habitant·e·s, au renouvellement politique.

Au départ, Barcelone notamment a été une source d'inspiration. C'est l'image d'une ville qui a su reprendre en main son avenir politique par une action vraiment fondée sur la participation citoyenne, c'était un modèle qui nous parlait. Nous avons rencontré des membres de leur équipe pour apprendre plus précisément leur fonctionnement et aussi quels étaient les obstacles qui s'étaient dressés sur leur chemin. Pendant la campagne, on disait : « Poitiers is the new Barcelone » !

Notre plateforme « Poitiers Collectif » repose sur trois piliers : l'écologie, mais aussi la justice sociale et la démocratie. Certes, nous écologistes, on est convaincu que l'écologie est un tout et on en a parfois un peu marre de devoir insister sur le fait que l'écologie est aussi sociale. Mais je pense que c'est rassurant pour les gens qu'on leur explique que le projet est global, qu'il y a l'écologie bien-sûr mais que le social et la démocratie sont aussi des fondamentaux de notre démarche.

Quels ont été les effets de la crise sanitaire sur la campagne et les résultats ?

Bruno Bernard : Nous avons dû modifier notre manière de faire campagne. Les longs mois de l'entre-deux tour ont vu l'émergence d'attaques anti-écologie très fortes . Sur les résultats, je pense que ça a peu joué. L'abstention était forte mais elle comprenait aussi une partie de notre électorat. D'un côté certain·e·s ont vu le lien entre la crise sanitaire et la crise écologique ce qui a pu jouer en notre faveur. D'un autre côté les incertitudes économiques pouvait détourner certain·e·s de notre vote. Les plus gros écarts de prévisions entre les deux tours se sont surtout vus dans les villes où En Marche, le parti du Président Macron, a fait alliance avec la droite pour barrer la route aux écologistes. Ce type d'alliance, je pense par exemple à Strasbourg ou à Bordeaux, a été sanctionné par les électrices et les électeurs.

Léonore Moncond'huy : Nous avons vraiment tenu à rester mobilisés. Nous avons fait des événements en ligne pour animer le débat et ancrer les réflexions sur le « monde d'après » à Poitiers.

Quant à l'effet direct sur le résultat, honnêtement pour ma part, l'effet que la crise a eu est très difficile à lire. D'un côté cela a pu accélérer la prise de conscience, accélérer l'envie d'agir en faveur de l'écologie. Je pense en particulier au besoin de relocalisation des circuits alimentaires, il y a eu un retour de l'attachement aux petits marchés locaux, aux petit·e·s producteur·trice·s du territoire, etc. Le fait de voter écologiste était aussi une poursuite logique de cette prise de conscience. Et en même temps, on a constaté aussi que face à la peur que générerait cette crise, beaucoup de personnes se tournaient vers une valeur refuge, c'est-à-dire les élu·e·s sortant·e·s.

A la tête de la Métropole de Lyon ou de la Mairie de Poitiers, vous avez été confronté·e dès votre prise de fonction à la triple crise sanitaire, économique et social due à la pandémie du COVID-19. Qu'est-ce qu'un·e responsable écologiste apporte de différent à l'exercice du pouvoir et au management de crise?

Bruno Bernard : On a effectivement une pratique qui est différente des autres élu·e·s. J'ai une pratique qui est très collégiale dans la prise de décision. 75% de nos élu·e·s n'avaient jamais eu de mandats auparavant. Dans le groupe d'élus·es écologiste nous sommes plus que paritaire puisque nous avons 32 femmes pour 26 hommes. Le non-cumul est la règle. On veut des élu·e·s qui soient pleinement investi·e·s dans leur mandat. Sur la gestion de la crise, il m'importe de ne pas me concentrer uniquement sur une gestion de court terme et de me démarquer d'une politique uniquement de communication. C'est pourquoi je suis en dialogue constant avec les acteur·trice·s économiques et sociaux du territoire et les élu·e·s pour déterminer les mesures d'accompagnement les plus efficaces possibles. Je ne fais pas pour autant des annonces tonitruantes tous les jours. Je veux avoir un impact fort sur le long terme.

Léonore Moncond'huy : Je pense que sur la gestion de crise, c'est une compétence qui dépasse les clivages politiques, la sensibilité personnelle joue beaucoup. Il y a des choses que doit faire n'importe quel·le élu·e, lorsqu'il a à faire face à une crise. Il doit d'abord protéger la population, distinguer ce qui est urgent, ce sur quoi il faut agir vite, rassurer et anticiper la suite.

Là où les écologistes se distinguent des élu·e·s d'autres sensibilité, c'est sans doute sur la question de la démocratie et sur la réflexion vis-à-vis du « monde d'après crise ». Je tenais beaucoup à ce que la gestion de crise n'exclut pas la concertation, même si c'est vraiment un défi. La réactivité nécessite de prendre des décisions rapides, d'inventer

des formes nouvelles, d'avoir un état d'esprit de confiance avec l'ensemble des élu·e·s, y compris de l'opposition. Enfin, l'écologie doit rester notre boussole. Il y a une volonté de dire « cela ne sert à rien de repartir comme avant », face à cette situation de crise on doit réorienter certaines choses pour repartir dans la bonne direction.

La pandémie a-t-elle modifiée la vision que vous aviez de l'avenir de vos territoires ?

Léonore Moncond'huy : Honnêtement non, mais cela m'a permis de confirmer et de renforcer la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de notre programme. Par exemple, ce qui m'a le plus frappé, c'est la menace qui pesait sur la sécurité alimentaire. Nos approvisionnements sont dépendants de systèmes nationaux et internationaux qui sont vulnérables aux crises. La relocalisation de l'ensemble des maillons de la chaîne alimentaire est une question de responsabilité écologiste mais aussi vraiment une question de sécurité.

Bruno Bernard : Je ne dirai pas non plus que la crise a modifié ma vision du Grand Lyon, pas directement, mais elle a renforcé ma conviction de la nécessité d'un rééquilibrage des territoires. Mes prédécesseurs ont développé la Métropole du Grand Lyon avec l'objectif qu'elle soit toujours plus grosse et plus riche, pour attirer les plus de personnes possible. Les résultats étaient une explosion des prix du logement, la congestion des transports et donc de pollution et des problèmes de saturation des services publics.. J'avais déjà l'intuition que, notamment avec les problèmes de canicules liés au dérèglement climatique, nous allions connaître dans les 10 ou 15 ans à venir une désaffection pour les zones urbaines denses et un rééquilibrage des territoires qu'on le veuille ou non. Je pense que la crise du Covid accélère ce mouvement y compris car elle a favorisé le développement du télétravail. La crise va sans doute accélérer ce rééquilibrage nécessaire des territoires avec des communes intermédiaires qui vont être renforcées.

Le lien entre inégalités sociales, inégalités environnementales et risques sanitaires a été renforcé par la pandémie. Comment une politique locale écologiste peut-elle rendre les villes plus inclusives ?

Bruno Bernard : Deux exemples pour illustrer comment en tant qu'écologistes nous sommes préoccupé·e·s par les questions de justice sociale. On travaille au développement massif des transports en commun pour permettre à tout le monde de se déplacer. C'est un facteur de réduction des inégalités, je pense notamment à ceux qui n'ont pas les moyens économiques d'avoir une voiture. On travaille à la tarification unique entre les opérateurs pour réduire les inégalités sociales et territoriales et à partir de janvier 2021, nous allons instaurer la gratuité des transports en commun pour les plus démunis. Deuxième exemple : nous allons transférer en janvier 2023 la gestion de l'eau qui était assurée par une entreprise privée à une régie publique. Ce transfert en régie publique s'accompagne d'une tarification sociale et progressive de l'eau avec une gratuité des premiers mètres cubes d'eau pour les personnes précaires.

Léonore Moncond'huy : Je suis convaincue que la réponse qui permet de concilier écologie et justice sociale, c'est le service public, parce que c'est le système qui permet l'égalité de tous les usager·gère·s. Et c'est le service public qui régule ensuite la répartition des richesses et des ressources entre les personnes et qui donc peut amener tout le monde à avoir accès à une offre de services et de biens écologiques en ayant un prix adapté à ses moyens. A Poitiers aujourd'hui, les bus sont perçus comme un moyen de transports pour les pauvres. Or c'est à nous, collectivité, de faire en sorte que cela soit un moyen de transport tout aussi attractif que les autres. Pour moi c'est aussi une question de justice sociale car c'est changer le regard que l'on porte sur les transports collectifs et sur les gens qui les empruntent. On a beaucoup tendance à considérer que la justice sociale ne passe que par le prisme de l'emploi. Moi je souhaite m'inscrire dans tout un historique politique de gauche qui mettait en place des vraies politiques du temps libre et qui considérait que le temps libre était un droit pour tous, au même titre que le droit au travail. L'administration qui s'occupe de l'accompagnement social se concentre principalement sur le retour dans l'emploi, mais je suis frappée par l'inégalité qu'il y a entre les gens sur la capacité à bénéficier de loisirs, de temps libre, de vacances. Très rapidement après le confinement, en juin, nous avons mis en place un plan « Vacances

pour tous » pour que les enfants qui étaient restés enfermés dans leurs quartiers pendant des mois et leurs familles puissent au moins avoir l'opportunité de s'échapper une semaine ou même une journée en dehors de Poitiers. Oui, il faut soutenir l'emploi, l'insertion des jeunes et soutenir les solutions innovantes, notamment celles issues de l'économie sociale et solidaire, mais la justice sociale passe aussi par d'autres mesures.

Quels sont vos objectifs principaux pour cette mandature ?

Léonore Moncond'huy : Notre ambition, c'est que les trois dimensions de l'écologie, la justice sociale et la démocratie soient prises en compte dans chacune de nos décisions.

Ensuite, c'est difficile de résumer l'ensemble de nos objectifs en quelques mots, mais voilà quelques marqueurs : mobilité, énergie, éducation nature. On veut faire en sorte qu'à la fin du mandat, chaque habitant·e ait une alternative à la voiture individuelle. La ville a déjà un plan climat-air-énergie. Notre objectif c'est que cela ne reste pas des promesses mais de tout mettre en œuvre pour réellement réduire l'impact carbone de la collectivité. Le premier des leviers, c'est l'exemplarité du patrimoine municipal. L'éducation nature doit vraiment être la marque de fabrique de notre projet éducatif de territoire. Cela passe par la formation de nos équipes éducatives, par réorienter nos activités périscolaires dans ce sens-là, et la construction d'un centre d'éducation nature immersif.

Bruno Bernard : La réduction de la pollution est un de nos objectifs phares, qui passe par les transports, l'isolation des bâtiments, de la réduction de sources de pollution comme le chauffage au bois à foyer ouvert, la régulation des activités industrielles...

La végétalisation de la Métropole et la préservation de la biodiversité font aussi partie de nos priorités, et nous lançons dès maintenant un grand plan de protection des insectes pollinisateurs.

Nous avons aussi une ambition très forte sur la question du logement avec la volonté de créer 6000 logements sociaux par an à la fin du mandat, soit le double de ce qui se fait actuellement.

Nous développons un « plan piétons » pour favoriser l'apaisement des rues. La piétonisation des centre-villes, des centres de quartiers, participe de la qualité de vie.

250 km de voies cyclables express devraient multiplier par 3 le nombre de déplacements en vélo au cours du mandat.

Enfin, je terminerai sur la question de l'alimentation. Dans la restauration scolaire tout d'abord, nous avons l'objectif d'arriver à 100% de produits bio et au moins 50% de produits locaux. Deux repas par semaine seront entièrement végétariens et chaque jour il sera possible pour les élèves qui le souhaitent d'avoir une alternative végétarienne. Nous avons 350 exploitations agricoles sur notre territoire qui exportent en dehors de la Métropole du Grand Lyon 95% de leur production et qui ne produisent du bio que pour 7% d'entre-elles. Nous avons la volonté de travailler avec chacune de ces exploitations pour les aider à se convertir au bio, notamment en garantissant l'achat d'une partie de leur production par exemple pour la restauration scolaire. Au niveau européen, c'est important pour nous que, sur cette question précise, la nouvelle PAC aille dans le bon sens.

Les écologistes ont été la cible d'attaques très dures sur leur positionnement (accusés d'être des extrémistes, des passéistes, des irresponsables...). Comment faites-vous face à ces accusations ?

Léonore Moncond'huy : Je reste calme et je garde de la distance. Les attaques sont extrêmement caricaturales mais elles sont surtout en complet décalage avec ce que nous sommes vraiment et je pense que les gens s'en rendent compte. La meilleure réponse que nous puissions avoir ce sont nos actions qui changent la vie des gens dans le bon sens. Nos résultats prouveront que ces attaques étaient déplacées.

Bruno Bernard : Les attaques, nous les avons surtout subies lors de l'entre-deux tour, quand nos adversaires ont compris que nous avons de bonnes chances de gagner. Ces attaques ont parfois été relayées par le milieu économique, mais, depuis l'élection, au niveau local, ce type d'attaque n'apparaît plus. De par mon parcours de chef d'entreprise, quand je rencontre les entrepreneurs du territoire, ils comprennent vite qu'on peut faire des choses ensemble. Non seulement l'économie était compatible avec l'écologie mais qu'en plus l'écologie redonnait du sens à l'économie

Et pour les attaques au niveau national ? Le Président traitant les écologistes d'Amish, ou le ministre de la justice parlant d' « Ayatollah de l'écologie » ?

Bruno Bernard : Nous sommes aujourd'hui l'alternative peut-être la plus dangereuse pour le pouvoir actuel. Nous devenons donc la cible d'attaques. Que le Président porte des propos excessifs pour éviter une discussion de fond sur la 5G, cela montre plutôt à quel point il est désarmé pour affronter le débat public. Cela lui fait plus de tort qu'à nous. Il faut éviter de répondre et rester sur les propositions de politiques publiques qui amènent un changement.

Après les bons résultats des européennes et des municipales quelles sont les thématiques sur lesquelles les écologistes français doivent se concentrer pour continuer leur progression ?

Bruno Bernard : Nous devons continuer à porter notre projet, ne pas se renier car ce projet et de plus en plus apprécié. Mais il faut sans doute apporter deux éléments supplémentaires. D'abord mieux articuler l'aspect « philosophique » de nos idées. Il s'agit de redonner du sens. Chacun-e ressent le besoin de redonner du sens à sa vie, à ses actions le besoin de recréer du lien avec les autres et avec notre environnement. L'écologie est un puissant catalyseur de ces aspirations. Un exemple tout simple. Lorsqu'on met en place un composteur dans un immeuble, on favorise bien sûr une action écologiste de réduction des déchets mais on favorise aussi les liens entre les habitant-e-s d'un même lieu de vie. Le deuxième élément essentiel, c'est d'arriver à faire comprendre que l'écologie est un modèle économique alternatif et pas simplement un pansement. Nous proposons un modèle différent des politiques économiques qui ont été menées en France depuis 40 ans, que ce soit par la droite ou la gauche.

Léonore Moncond'huy : Il faut garder la dynamique de l'ouverture au reste de la société. Le parti écologiste n'a pas encore intégré l'ensemble des personnes qui peuvent souhaiter l'arrivée de l'écologie au pouvoir. Nous devons encore poursuivre notre effort pour parler à tout le monde.

Nous devons rassurer sur la crédibilité de notre programme et bien montrer que l'écologie ne se limite pas à l'environnement. Oui nous avons des solutions économiques, des solutions sociales, des solutions en matière de sécurité. Nos actions à la tête de collectivités locales vont démontrer que nous sommes capables de mener des politiques dans tous les domaines; une gestion différente et pourtant responsable va nous crédibiliser.



Benoit Monange is director of the Fondation de l'Écologie Politique. He is a board member of the Green European Foundation and an editorial board member of *Écologie & Politique*.



Bruno Bernard is president of the Greater Lyon metropolitan area. He was previously in charge of elections and relations with other political parties for the executive board of Europe Écologie Les Verts.



Léonore Moncond'huy is mayor of Poitiers. A member of Europe Écologie Les Verts, she was elected in 2020 as the head of the Poitiers Collectif list.

Published November 30, 2020

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/lecologie-au-pouvoir-en-temps-de-crise-les-villes-vertes-de-france/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space. Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.